

exposé au sujet du programme d'impulsion II, une forte demande en spécialistes de l'informatique, mais pose aussi des exigences nouvelles quant à la formation générale des jeunes. L'informatique fait partie de la culture générale de l'homme moderne. Notre système d'éducation fédéraliste a connu à ce sujet de nombreuses initiatives, dont une grande partie sont en cours, de sorte qu'il n'est pas facile d'en donner une vue d'ensemble. C'est pourquoi le DFI a créé un groupe de travail composé de spécialistes qui s'occupent, aux niveaux cantonal et universitaire, de l'enseignement de l'informatique; ce groupe était chargé de fournir les bases nécessaires pour répondre à l'interpellation.

Se fondant sur le rapport présenté par ce groupe de travail, le Conseil fédéral, d'entente avec la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) qui est compétente en la matière, répond comme il suit aux questions posées par l'interpellateur:

1. Les exigences particulières et l'importance de cette nouvelle matière qu'est l'informatique nécessitent un soutien réfléchi et judicieux des écoles et des enseignants aux niveaux cantonal et intercantonal. Ce soutien doit prendre place dans la répartition des compétences entre Confédération et cantons, mais aussi tenir compte de la liberté d'enseignement qui est une tradition en Suisse. Dans le domaine de la formation gymnasiale, le groupe de coordination pour l'informatique du Centre pour le perfectionnement des professeurs de l'enseignement secondaire (Lucerne), fondé par la CDIP et financé pour moitié par la Confédération, a fourni un travail exemplaire. Nous estimons que ses recommandations concernant l'introduction de l'informatique à l'école sont judicieuses et dignes d'être soutenues. Toutefois, la responsabilité de leur réalisation dans les écoles est l'affaire des autorités cantonales en matière d'éducation.

A ce propos, il faut mentionner les deux forums nationaux organisés par le Groupe de travail «mathématiques» de la CDIP qui furent consacrés à l'informatique à l'école. Des représentants de tous les cantons ont participé à ces forums. Dans le domaine de la formation professionnelle également, la question de l'informatique a de plus en plus d'importance. En 1981, par exemple, les écoles de commerce ont vu l'entrée en vigueur d'un programme cadre qui prévoit trois heures par semaine d'enseignement de l'informatique pour la dernière année de formation. A cet égard, les écoles techniques supérieures accomplissent naturellement, elles aussi, des efforts particuliers.

2. L'intégration de l'informatique dans les programmes d'enseignement de nos écoles pose des problèmes multiples qui ne sauraient être résolus sans que soit établi un certain ordre de priorité. Il existe des propositions à ce sujet et, en outre, comme nous l'avons mentionné, la coordination intercantonale indispensable dans ce domaine a déjà été bien amorcée.

3. Les exigences, tant sur le plan qualitatif que quantitatif, auxquelles devront faire face les enseignants à la suite de l'introduction de l'informatique dans les écoles ne peuvent guère être évaluées actuellement. Toutefois, la nécessité se fait sentir dès aujourd'hui de prendre en considération l'informatique dans la formation des futurs maîtres secondaires, en particulier de ceux qui se destinent à l'enseignement des mathématiques et des sciences naturelles.

4. Le rapport du groupe de travail mentionné renseigne sur la collaboration qui s'est déjà instaurée ainsi que sur ses possibilités et limites dans ce domaine. De ce rapport, il ressort également que les autorités responsables devront prendre prochainement des décisions de principe afin que se poursuive cette évolution. Les tâches à accomplir requièrent une intensification du dialogue entre les autorités cantonales et fédérales et entre les milieux universitaires et privés intéressés.

5. L'introduction de «l'informatique pour tous» dans l'enseignement secondaire de formation générale ne devrait pas, dans son ensemble, exercer une influence importante sur l'équilibre actuel entre écoles publiques et écoles pri-

vées. Toutefois, les écoles doivent être autorisées à investir pour acquérir les appareils nécessaires; en comparaison avec les autres dépenses (traitements des enseignants, charges d'immeubles, frais d'acquisition de collections), ces frais d'investissement sont supportables. Grâce à une faculté assez grande d'adapter leurs programmes et leurs horaires à des besoins nouveaux, les écoles privées ont l'avantage de pouvoir réaliser très rapidement des innovations telles que des cours d'informatique. Pour réviser leurs programmes, les écoles publiques doivent en revanche suivre un long cheminement. Il faut espérer qu'elles relèveront ce défi tout à fait positif et qu'elles entreprendront sans retard les révisions de programme qui s'imposent.

Il en irait autrement si, à l'avenir, des filières fortement informatisées (CAI: Computer assisted instruction) s'implantaient dans de nombreuses branches, par exemple pour les élèves de la seconde voie de formation. Il s'est avéré toutefois que ces reconversions sont nettement plus lentes qu'on ne pouvait le présumer il y a quelques années.

6. La diffusion croissante des ordinateurs dits «de ménage» offre de nouvelles possibilités pour la vente de toutes sortes de programmes d'études d'origine étrangère. Il peut en résulter des influences culturelles positives et négatives. Toutefois, la culture importée par l'informatique aura probablement des effets similaires à ceux des productions offertes depuis un certain temps déjà à notre population par les mass media étrangers (presse, radio, télévision). Dans notre société démocratique, c'est avant tout aux parents et à l'école qu'il incombe d'apprendre aux jeunes à choisir de façon critique parmi les produits proposés à leur consommation. Dans le régime des lois actuelles, il est impensable que l'Etat intervienne pour limiter les influences culturelles provenant de l'étranger. En revanche, il est très important d'encourager les efforts accomplis dans notre pays en vue de mettre au point des programmes d'enseignement. Le Conseil fédéral suivra attentivement les développements dans ce domaine.

Pour de plus amples informations sur le sujet de l'interpellation, nous renvoyons au rapport du groupe de travail du DFI.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates befriedigt.

83.380

Interpellation Leuenberger Visumpflicht – Obligation du visa

Wortlaut der Interpellation vom 16. März 1983

Ich frage den Bundesrat:

1. Welche Staatsangehörige bedürfen gegenwärtig zur Einreise in die Schweiz eines Visums?

2. Welches sind die Bedingungen zur Erteilung eines Visums? Insbesondere: Welche finanziellen Garantien müssen nachgewiesen werden? Trifft es zu, dass pro vorgesehene Aufenthaltstag in der Schweiz über 135 Franken nachgewiesen werden müssen? Wie berechnet sich ein solcher Betrag, da ja feststeht, dass man in der Schweiz auch billiger leben kann? Wirkt sich eine solche Summe insbesondere gegenüber jungen Touristen nicht prohibitiv aus, und schadet sie nicht langfristig dem Ruf der Schweiz als Fremdenverkehrsland?

3. Wie rechtfertigt der Bundesrat die Visumpflicht gegenüber Staaten wie beispielsweise Ungarn, welche Schweizer Touristen gegenüber die Visumpflicht faktisch abgeschafft haben? Geraten wir nicht in den Ruf, unsererseits einen eisernen Visumvorhang zu errichten?

4. Entspricht es internationalen Gepflogenheiten, dass Schweizer in den USA visumpflichtig sind, Amerikaner bei uns aber nicht? Ist der Bundesrat bereit, hier die nötigen Schritte zur Behebung dieser Ungleichheit in die Wege zu leiten?

5. Wie rechtfertigt der Bundesrat zum Beispiel die Visumpflicht gegenüber Jugoslawien, die, im Gegensatz zu allen anderen visumpflichtigen Ausländern, bei jeder Einreise erneut ein Visum einholen müssen, was für die beiden konsularischen Vertretungen in Belgrad und Zagreb zu einem ungeheuerlichen administrativen, auch durch die Gebühr von 15 Franken pro Visum nicht kostendeckenden Aufwand führt?

Könnte die Visumpflicht nicht auf die erstmals einreisenden jugoslawischen Arbeitskräfte beschränkt werden, da diese nachher ja ohnehin fremdenpolizeilich erfasst werden und das Visum bei Vorliegen eines Arbeitsvertrages doch automatisch und ohne weitere Prüfung erteilt wird?

6. Setzen die finanziellen Bedingungen für die Erteilung eines Visums nicht unser Asylrecht, wonach jeder politisch oder religiös Verfolgte bei konkreter Gefährdung von Leib und Leben mindestens das Recht hat, dass sein Gesuch behandelt wird, ausser Kraft? Wird beispielsweise einem politischen Flüchtling, der bei einer schweizerischen konsularischen Vertretung im Ausland um politisches Asyl nachsucht, ein Visum erteilt, damit er sein Gesuch in der Schweiz behandeln lassen kann? Gelten in einem solchen Falle dieselben Bedingungen wie bei den übrigen Visumpflichtigen?

Texte de l'interpellation du 16 mars 1983

Je demande au Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:

1. Quels sont les ressortissants étrangers qui ont besoin actuellement d'un visa pour entrer en Suisse?

2. Quelles conditions doit-on remplir pour obtenir un visa? En particulier: quelles garanties doit-on offrir sur le plan financier? Est-il exact qu'il faut fournir la preuve que l'on dispose de plus de 135 francs pour chaque journée que l'on prévoit de passer en Suisse? Comment calcule-t-on un tel montant alors qu'on sait que, dans notre pays, il est possible de vivre à meilleur compte?

Une telle somme n'est-elle pas prohibitive pour les jeunes touristes en particulier et n'entache-t-elle pas pour longtemps la réputation de la Suisse en tant que pays à vocation touristique?

3. Comment le Conseil fédéral justifie-t-il, vis-à-vis de certains pays tels que la Hongrie, l'obligation du visa alors que ceux-ci l'ont supprimé de facto pour les touristes suisses? Ne risque-t-on pas d'être accusé de dresser notre propre rideau de fer au moyen du visa?

4. Le fait que les Suisses doivent obtenir un visa pour les Etats-Unis alors que les Américains, eux, en sont dispensés ici, correspond-il aux usages internationaux? Le Conseil fédéral est-il prêt à entreprendre à cet effet les démarches nécessaires afin de remédier à cette inégalité de traitement?

5. Comment le Conseil fédéral justifie-t-il par exemple l'obligation du visa envers les Yougoslaves lesquels doivent, à la différence de tous les autres étrangers soumis à cette obligation, obtenir un visa chaque fois qu'ils viennent en Suisse? Cette mesure engendre, pour les deux représentations consulaires de Belgrade et de Zagreb, des frais administratifs énormes que l'émolument de 15 francs par visa ne suffit pas à couvrir.

Ne serait-il pas possible de limiter l'obligation du visa aux seuls travailleurs yougoslaves qui entrent pour la première fois en Suisse vu que, par la suite, ils sont de toute manière inscrits au registre de la Police des étrangers et que le visa est accordé automatiquement et sans autre forme de procès lorsque le requérant est en possession d'un contrat de travail?

6. Les conditions financières pour obtenir un visa ne vont-elles pas à l'encontre de notre droit d'asile selon lequel chaque individu, persécuté pour des raisons politiques ou

religieuses et dont l'intégrité corporelle et la vie sont menacées de façon concrète, a le droit d'obtenir que l'on examine au moins sa demande? Va-t-on accorder par exemple un visa à un réfugié politique qui présente une demande d'asile dans une représentation consulaire suisse afin que l'intéressé puisse faire examiner cette requête en Suisse? Applique-t-on dans ce cas les mêmes conditions que celles qui sont imposées aux autres personnes astreintes au visa?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Ammann-St.Gallen, Baechtold, Bircher, Eggenberg-Thun, Gerwig, Gloor, Hubacher, Jaggi, Leuenberger, Loetscher, Longet, Müller-Bern, Neukomm, Reiniger, Ruffy, Vanny (16)

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

Rapport écrit du Conseil fédéral

Einleitung. Aufgrund der Visumpflicht kann vor der Abreise des Ausländers im Herkunftsstaat geprüft werden, ob er die schweizerischen Einreisevoraussetzungen, namentlich hinsichtlich des Aufenthaltszweckes und der gesicherten Wiederausreise, erfüllt. Artikel 2 des Bundesratsbeschlusses vom 10. April 1946 über Einreise und Anmeldung der Ausländer (SR 142.211) bestimmt denn auch, dass der Ausländer zur Einreise in die Schweiz ein Visum benötigt. Im Verlaufe der Jahre wurde zur Erleichterung des Reisendenverkehrs die Visumpflicht gegenüber Angehörigen verschiedener Staaten einseitig, durch zwischenstaatliche Vereinbarungen und durch multilaterale Abkommen ganz oder teilweise aufgehoben. Die Angehörigen von mehr als der Hälfte der Staaten sind jedoch nach wie vor visumpflichtig. Die in der Interpellation gestellten Fragen können wie folgt beantwortet werden:

Zu Ziffer 1. Angehörige von afrikanischen, asiatischen und den Oststaaten sind in der Regel visumpflichtig. Angehörige von nord-, mittel- und südamerikanischen Staaten sowie von Australien benötigen für die Einreise zum Stellenantritt ein Visum.

Zu Ziffer 2. Ein Touristenvisum wird erteilt, wenn der Gesuchsteller nachweist, dass er über ausreichende Mittel verfügt, um den beabsichtigten Aufenthalt in unserem Land bestreiten zu können. So müssen heute pro Person und Tag rund 100 Franken nachgewiesen werden. Im vergangenen Jahr betrug dieser Richtwert noch rund 150 Franken. Studenten mit gültigem Studentenausweis haben mindestens 30 Franken pro Tag nachzuweisen. Minderjährige in Begleitung von Erwachsenen sind von diesem Nachweis befreit, ebenso Personen, die auf andere Weise (z. B. Hotelbuchung) dazun, ihren finanziellen Verpflichtungen in unserem Land nachkommen zu können. Ausländer, deren Aufenthaltskosten von einer Drittperson mit Wohnsitz in der Schweiz sichergestellt werden (Besuchsaufenthalt), haben eine Einladungsbestätigung vorzulegen, aus der hervorgeht, dass der Gastgeber für alle während des Aufenthalts entstehenden Kosten garantiert. Diese Bestätigung muss von der Fremdenpolizei des Kantons visiert sein, in dem der Gastgeber wohnt. Wie der Bundesrat in seinen Stellungnahmen zur Interpellation Zehnder vom 8. Oktober 1982 betreffend Schwarzarbeit und zur Einfachen Anfrage Blunschy vom 17. November 1982 betreffend Richtlinien für die Visumerteilung ausführte, bilden diese Massnahmen eines der Abwehrmittel gegen die Einreise von Pseudotouristen. Die Interessen des Fremdenverkehrs werden deshalb nicht verletzt.

Zu Ziffer 3. Die bisherigen Erfahrungen bestätigen, dass es angezeigt ist, gegenüber Angehörigen von Staaten aus der gleichen Region möglichst die gleichen Visuvorschriften anzuwenden. So benötigen die Angehörigen aller amerikanischen Staaten für die Einreise zum Stellenantritt ein Visum, obschon auch dort eine differenziertere Behandlung denkbar wäre. Ähnlich verhält es sich gegenüber Angehörigen aus den Oststaaten, wo lediglich jugoslawische Staatsangehörige für die Einreise zu einem kurzfristigen Aufenthalt ohne Erwerbstätigkeit kein Visum benötigen. Für den Reisendenverkehr ist nicht allein die Visumpflicht, sondern die Gesamtheit der Vorschriften über die Grenz- und Inland-

kontrolle massgebend. Es ist offensichtlich, dass Angehörige aus den Oststaaten, die sich in die Schweiz begeben, im Vergleich zu den Schweizer Bürgern, die in die Oststaaten reisen, unter diesem Gesichtspunkt nicht benachteiligt werden.

Zu Ziffer 4. Seit 1947 benötigen Angehörige amerikanischer Staaten, so auch den USA, nur noch für die Einreise zum Stellenantritt ein Visum. Während mit verschiedenen amerikanischen Staaten eine zwischenstaatliche Vereinbarung über die gegenseitige Aufhebung der Visumpflicht abgeschlossen werden konnte, war dies bisher mit Bezug auf die USA infolge der unterschiedlichen Einwanderungsgesetzgebung nicht möglich. In Anbetracht der von den amerikanischen Behörden gegenüber schweizerischen Touristen und Geschäftsleuten befolgten grosszügigen Visapaxis und mit Rücksicht darauf, dass sie das Visum unentgeltlich erhalten, besteht schweizerischerseits kein Anlass, die Visavorschriften gegenüber Angehörigen der USA zu ändern.

Zu Ziffer 5. Aufgrund des Abkommens vom 28. November 1968 über die gegenseitige Aufhebung der Visumpflicht können schweizerische und jugoslawische Staatsangehörige zu einem drei Monate nicht übersteigenden Aufenthalt ohne Erwerbstätigkeit ohne Visum in den anderen Vertragsstaat einreisen. Das gleiche gilt für die Rückreise von Staatsbürgern, die im anderen Vertragsstaat eine Aufenthalts- oder Niederlassungsbewilligung besitzen. Jugoslawen, die zum Stellenantritt in die Schweiz einreisen, benötigen wie alle übrigen visumpflichtigen Ausländer für die Einreise stets ein entsprechendes Visum. Eine unterschiedliche Behandlung von jugoslawischen Arbeitnehmern, wie der Interpellant dies wünscht, kann nicht in Betracht gezogen werden. Um den administrativen Aufwand bei der Visumerteilung abzugelten und den Kostendeckungsgrad der Visadienste unserer Vertretungen im Ausland zu verbessern, haben wir am 20. April 1983 die Visagebühren entsprechend erhöht.

Zu Ziffer 6. Die Handhabung der Visumpraxis hat keinen Einfluss auf das Asylrecht. Ob ein Ausländer, der sein Asylgesuch im Ausland eingereicht hat, zur Abklärung des Sachverhaltes in die Schweiz einreisen darf oder nicht, bestimmt sich ausschliesslich nach Artikel 17 des Asylgesetzes. Wird die Einreise in solchen Fällen bewilligt, erhält der Gesuchsteller das notwendige Visum kostenlos.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates teilweise befriedigt.

83.431

**Interpellation Affolter
Schliessung der Wagonsfabrik Schlieren
Fermeture de la fabrique de wagons
de Schlieren**

Wortlaut der Interpellation vom 7. Juni 1983

Die Schindler Wagons- und Aufzügefabrik Schlieren soll nach Absicht der Schindler-Holding in zwei Jahren geschlossen werden. Dieser Fall Schindler zeigt: Das Aktien- und Unternehmensrecht ist ungenügend. Die grossen Firmen müssen über ihre Filialen, Zahlen und Firmenpolitik zu wenig Auskunft geben. Die Stellung der Belegschaft, ihre Information und Mitbestimmung ist ungesichert. Das Bodenrecht ist ungenügend. Es ist oft profitabler, den Boden zu verkaufen, als auf ihm zu produzieren. Die Gewinnmöglichkeiten im Boden bewirken Fehlentscheide in der Industrie. (Schliessung Wagi Schlieren, Stöcklin BL.)

Ich frage den Bundesrat an:

Ist der Bundesrat auch der Meinung, dass zu den vielgenannten Rahmenbedingungen der Wirtschaft auch gehört, dass:

a. eine Unternehmensgesetzgebung punkto Information und Rechte der Beschäftigten schleunigst vorgeschlagen wird und insbesondere die Aktienrechtsrevision gründlich und sofort an die Hand genommen wird?

b. eine Boden- und Raumordnungspolitik zu betreiben ist, die eine wirtschaftliche Tätigkeit auf dem Land und in den Agglomerationen erlaubt?

Welche Möglichkeiten sieht der Bundesrat, um diese Ungechtigkeiten gegenüber den Arbeitnehmern auszumerken?

Texte de l'interpellation du 7 juin 1983

La société holding Schindler a l'intention de fermer, dans deux ans, la fabrique de wagons et d'ascenseurs Schindler à Schlieren. Le cas de Schindler montre que:

Le droit régissant les sociétés anonymes et les entreprises n'est pas satisfaisant. L'obligation faite, aux grandes sociétés, de donner des renseignements sur leurs filiales, leurs chiffres et leur politique d'entreprise, est trop limitée. Le statut du personnel, l'information qu'il reçoit, ainsi que la participation des travailleurs sont aléatoires.

Le droit foncier est insuffisant. Souvent, il est plus profitable de vendre un bien-fonds que de l'exploiter et de produire. Les possibilités de gain immobilier favorisent la prise de décisions erronées dans l'industrie (fermeture de la fabrique de wagons de Schlieren; Stöcklin à Bâle-Campagne).

Compte tenu de ce qui précède, je pose au Conseil fédéral les questions suivantes:

N'estime-t-il pas que les conditions cadres de l'économie, maintes fois évoquées, impliquent également:

a. que soit élaborée et présentée dans les plus brefs délais une législation sur les entreprises, concernant l'information et les droits des salariés et employés; qu'en particulier soit mise en chantier la révision du droit des sociétés anonymes, sérieusement et sans tergiverser?

b. qu'il s'impose d'appliquer une politique du sol et de l'aménagement du territoire qui permette, à la campagne et dans les agglomérations, l'exercice d'une activité économique?

Quelles sont, de l'avis du Conseil fédéral, les possibilités qui se présentent d'abolir ces injustices préjudiciables aux travailleurs?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Ammann-St. Gallen, Bircher, Borel, Bratschi, Braunschweig, Bundi, Chopard, Christinat, Deneys, Eggi, Euler, Ganz, Gerwig, Hubacher, Jaggi, Leuenberger, Loetscher, Longet, Mauch, Meier, Werner, Meizoz, Merz, Morel, Morf, Müller-Bern, Nauer, Neukomm, Ott, Reimann, Renschler, Riesen-Freiburg, Robbiani, Rothen, Rubi, Ruffy, Schmid, Stappung, Uchtenhagen, Vannay, Wagner, Weber-Arbon, Zehnder (42)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Der Interpellant verzichtet auf eine Begründung und wünscht schriftliche Beantwortung.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

Rapport écrit du Conseil fédéral

Zu a: Die Verbesserung der Informationspolitik (Jahresrechnung, Geschäftsbericht usw.) der Gesellschaften ist ein Anliegen, das der Bundesrat grundsätzlich unterstützt. So enthält die Botschaft über die Revision des Aktienrechtes vom 23. Februar 1983 eine Reihe von Vorschlägen, die darauf abzielen, die aktienrechtlichen Rechnungslegungsvorschriften zu verbessern und die Transparenz ganz allgemein zu fördern.

Allerdings wird die Aktienrechtsrevision die spezifischen Informationsbedürfnisse der Arbeitnehmer nicht vollständig befriedigen können. Diese müssen auch im Zusammenhang mit der Mitbestimmungsfrage behandelt werden, die zurzeit von einer Expertenkommission des Eidgenössischen Volkswirtschafts-

Interpellation Leuenberger Visumpflicht

Interpellation Leuenberger Obligation du visa

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1983
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	15
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	83.380
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.10.1983 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1524-1526
Page	
Pagina	
Ref. No	20 011 862

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.